

Un premier cas de grippe aviaire signalé par le ministère de l'agriculture

Touchés des canards sauvages dans le Pas de calais



Un premier cas de grippe aviaire signalé par le ministère de l'agriculture

Un premier cas d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) H5N8 a été confirmé le 26 novembre sur la commune de Marck (Pas-de-Calais), sur 20 canards sauvages utilisés comme appelants pour la chasse au gibier d'eau. Les mesures de gestion ont été immédiatement mises en place par la Direction départementale de la protection des populations. Elle a procédé à l'abattage de l'ensemble des appelants du site et également des appelants d'un autre site se trouvant à 4km de Boulogne, qui avaient été en contact. Deux secteurs de surveillance renforcée dans les communes aux alentours ont été mis en place : dans ces secteurs, des visites systématiques de vétérinaires vérifient l'application stricte des mesures de confinement et de biosécurité des élevages.

Ces appelants ne faisant pas partie d'un élevage d'oiseaux domestiques à vocation commerciale, cette découverte n'affecte pas le statut international de la France au regard de l'influenza aviaire. Pour mémoire après l'épisode qui avait affecté le Sud-ouest ces derniers mois, et sauf événement nouveau, la France doit recouvrer le statut indemne d'IAHP le 3 décembre prochain.

Le lieu de détention des oiseaux trouvés morts est situé au sein d'une zone dont le niveau de risque avait été réévalué et considéré comme élevé par arrêté ministériel du 16 novembre dernier, suite aux nombreux cas détectés en Europe tant au sein des populations d'oiseaux sauvages que d'élevages. La période de migration de certaines espèces joue certainement un rôle majeur dans la diffusion de ce virus.

Afin de protéger le territoire national, le Ministère de l'agriculture rappelle l'importance de signaler toute mortalité d'oiseaux sauvages.

Pour rappel, des mesures de biosécurité renforcées, avec confinement obligatoire ou pose de filets permettant d'empêcher tout contact avec les oiseaux sauvages, s'appliquent dans toutes les zones humides où le niveau de risque est élevé pour tous les élevages de volailles non-commerciaux (basses-cours) et pour les élevages commerciaux de volailles, sauf dérogation précisée dans l'arrêté modifié du 16 mars 2016. Dans les zones à risque élevé, les déplacements d'appelants sont interdits. Sur l'ensemble du territoire, les mesures de biosécurité définies par l'arrêté du 8 février 2016 doivent impérativement être mises en place dans tous les élevages qu'ils soient commerciaux ou non.